

## DE GRIGNON À SACLAY, QUELLE PLACE DES ÉTUDIANTS DANS LES DÉCISIONS DE L'ÉCOLE ?

*Les rapports entre direction et étudiants ont considérablement évolué depuis le temps où ceux-ci remontaient au Ministère. Les événements de 1968, suivis de l'application de décrets de 1971, marquent un tournant dans l'organisation des pouvoirs au sein de l'Agro. La représentation des élèves au sein des instances dirigeantes de l'École est alors notamment assurée par leur participation au Conseil Général (aujourd'hui Conseil d'administration), à laquelle les récentes décisions de restructuration font aujourd'hui écho.*

### Des rapports peu encadrés avant 1968

Avant 1968, les élèves ne sont pas représentés au sein des instances administratives. Il existe bien le *Conseil de Perfectionnement*, au sein duquel siègent quelques anciens de l'École nommés par le Ministère de l'Agriculture, mais les élèves n'y figurent pas. Comme en atteste l'article précédent, « Dieu veuille qu'ils décident la grève », il arrivait que ces derniers manifestent leurs désaccords par des

grèves, comme en 1901 et 1909, ou encore au refus unanime des deux premières promotions d'assister aux cours du samedi après-midi l'hiver 1942.

### 1968, année pivot et source de nombreuses mutations

L'année 1968 marque un tournant dans les modalités d'innovations au

sein de l'Agro. Au cours des mois de mai-juin, les élèves ont occupé les locaux de l'INA<sup>1</sup>, rue Claude-Bernard, ce que le directeur de l'époque, Roger Blais, a permis en ne fermant pas les lieux comme cela fut souvent le cas (sauf à la Sorbonne et à l'ENS). Des propositions de réformes ont émergées des régulières consultations entre étudiants et enseignants, préparées par des commissions mixtes et des rencontres de leurs représentants avec le directeur de l'époque, Roger Blais.



Roger Blais, sur cette photo, fût le directeur de l'INA Paris de 1957 à 1970 et Doyen de l'École après son départ (photo parue dans la Revue de l'Agro de 1961 et don de François Marchon, ancien directeur des études, avec l'aimable accord du Musée du Vivant)

Ainsi, d'importantes réformes furent mises en place dès la rentrée 1968. Ces travaux ont notamment permis l'ajustement des modalités de cours et d'examens, la mise en place d'un nouveau stage de première année, l'instauration des Unités de Valeur (UV) à l'origine des Unités Complémentaires (UC) à choix de deuxième année (l'Agro peut ainsi se revendiquer comme pionnière en la matière, à l'instar de l'ESSEC et l'ENSTA).

## Depuis les années 1970, les moyens d'action des étudiants évoluent

Suite aux événements de 1968, un décret de 1971 inscrit dans les statuts de l'INA-PG la création de plusieurs nouveaux conseils<sup>2</sup>, dont le *Conseil Général de l'École* au sein duquel siègent 7 étudiants élus. Composé à parts égales de membres élus et de membres nommés par le Ministère et devenu par la suite, en 2007, le *Conseil d'administration*, il a permis aux étudiants de participer officiellement aux décisions stratégiques et administratives. Le *Conseil de l'Enseignement et de la Vie Étudiante* est quant à elle l'instance héritière du *Conseil de l'enseignement et de la pédagogie* fondée par ces mêmes décrets.

Deux nouvelles grèves ont lieu en 1970, et en 1972, puis les principales mobilisations concernent l'enseignement de première année, enseignement principalement de "tronc commun" qui suscite beaucoup de critiques des étudiants (une grève est conduite en 1973 pour soutenir leurs propositions de réforme).

Par la suite, les étudiants agiront principalement à travers leurs représentants auprès du Conseil Général et du Conseil de l'enseignement et de la

pédagogie, notamment par le biais de sondages auprès des étudiants concernant l'organisation des enseignements.

## Deux fusions acceptées, un déménagement refusé

On note, dès les années 1960, quelques tentatives de fusion entre l'*Institut National Agronomique* (Paris) et l'*École Nationale Supérieure Agronomique* de Grignon, qui échouent jusqu'en 1971, date à laquelle l'INA-PG est officiellement créée. Cet été-là, le nouveau directeur de l'institut, Philippe Olmer, engage les travaux de fusion avec le corps enseignant. Cette période marque le début de la séparation, toujours actuelle, des promotions sur deux campus, Paris et Grignon. En 2007, année de la deuxième fusion entre l'INA-PG, l'ENGREF et l'ENSIA, d'autres sites viennent s'ajouter à ceux de Paris et Grignon, tels que ceux de Massy, du Maine ou de Montpellier.

Bien que ces deux fusions n'aient pas fait l'objet de contestations organisées des étudiants ou du personnel, l'intention de créer en 1988 l'*Institut des sciences et technologies du vivant* (ISTV) s'heurte à un refus important l'année suivante. Le ministre de l'agriculture Henri Nallet souhaitait créer, sur un nouveau site hors de Paris, l'ISTV, regroupant l'INA-PG, l'école vétérinaire d'Alfort, l'ENGREF et l'école supérieure d'horticulture de Versailles. Du fait de l'opposition des écoles (étudiants, personnels ainsi que le directeur de l'INA-PG de l'époque) et faute de financement, le projet est annulé. Les membres élus du conseil général soutenus par leurs électeurs furent particulièrement actifs, notamment à travers la publication pendant un an d'un mensuel d'une vingtaine de pages "*La tribune*

*libre de l'INA-PG*".

## Années 2000 : l'endocytose d'AgroParisTech dans Paris-Saclay<sup>3</sup> ?

Dans les années 2000, la création d'un cluster scientifique est envisagée sur le plateau de Saclay. *AgroParisTech* fait partie des écoles concernées par ce regroupement au même titre que *Centrale*, *Télécom* ou l'*ENS Paris-Saclay*. En mars 2015, et malgré les nombreuses zones d'ombre du dossier, le conseil d'administration vote à bulletin secret pour le déménagement de l'École sur le site de Palaiseau<sup>4</sup>. Le clivage entre membres élus et membres de droit témoigne alors de profondes divisions (voir « *Le Déménagement à Saclay* » parut dans ce même numéro).

En avril 2018, est annoncé officiellement<sup>5</sup> le report à 2027 ou 2030 de la création de la ligne de métro 18 qui devait desservir le plateau de Saclay. Les étudiants organisent des rassemblements à Paris et à Grignon. Les élus au conseil d'administration demandent le vote d'une résolution au sujet du report du déménagement, vote dont la tenue est refusée par le président du conseil.

Par deux fois les élus ont obtenu des votes favorables pour des vœux qu'ils ont soumis au CA au sujet de l'avenir du site de Grignon : le 8 avril 2019<sup>6</sup> "sur les conditions de la mise en vente du domaine de Grignon" et le 25 novembre 20 "sur les valorisations des patrimoines des sites franciliens d'AgroParisTech"<sup>7</sup>. Enfin, une délibération sur le « droit à l'information des membres du CA d'AgroParisTech au cours de la procédure de mise en vente par l'État du domaine de Grignon » est votée le 16 septembre dernier<sup>8</sup>.

(suite à la page suivante)



Grignon, 4 avril 2018. "Sans transport, on choisit le report".

A la rentrée, le nombre de sièges consacrés aux étudiants au conseil d'administration a diminué, passant de 6 titulaires + 6 suppléants à 3 titulaires + 3 suppléants. Cela se traduit par une baisse de représentation des étudiants, comme le soulignait Jonathan Dubrulle, alors élu étudiant, dans un communiqué du CA le 19 septembre 2020 à l'ensemble des promotions<sup>9</sup>.

Toutefois, la direction se déclare prête à ouvrir aux étudiants l'accès à de nouvelles instances, tel que le *comité technique*. Cette éventualité est actuellement en réflexion pour favoriser l'intégration de ces derniers dans certains processus décisionnels de l'École. Elle représente une réelle opportunité pour les étudiants en vue de peser davantage sur les décisions,

en élargissant sa représentation au sein des différents organes d'AgroParisTech.

**Tadeg GRALL**

**Avec la formidable participation de Jean VINCENT<sup>10</sup>.**

<sup>1</sup>Cf. Bernard Wolfer, "Roger Blais et les Agro de 68", in "Roger Blais, agronome, forestier, historien, géographe et humaniste". CNRS. Journée d'hommage à Roger Blais. Paris, le 21 mars 1994. pp. 32-39.

<sup>2</sup> Les autres conseils sont le Conseil de l'enseignement et de la pédagogie, le Conseil des enseignants, le Conseil intérieur. Les étudiants sont représentés dans le premier et le troisième.

<sup>3</sup> La Présidente de l'Université Paris-Saclay, Sylvie Retailleau, demande à apposer sa signature « superfétatoire » (*qui s'ajoute inutilement à une autre chose*) sur le diplôme ingénieur à AgroParisTech

<sup>4</sup> Votants : 44. Pour : 22. Contre : 20. Abstentions : 2.

<sup>5</sup> Gilles Trystram, le directeur d'AgroParisTech : " Je comprends les fondamentaux et le point de départ de cette mobilisation, qui est l'abandon de l'engagement de l'État sur l'arrivée du métro à la date annoncée ". Laura Makary "Educpro", le 06.04.2018.

<sup>6</sup> Votants : 44. Pour : 31. Contre : 0. Abstentions : 5. Ne prend pas part au vote : 8.

<sup>7</sup> Votants : 33. Pour : 19. Contre : 0. Abstentions : 14. Ne prend pas part au vote : 0.

<sup>8</sup> Votants : 42. Pour : 24. Contre : 0. Abstentions : 6. Ne prend pas part au vote : 12.

<sup>9</sup> La part des étudiants et doctorants chez les membres élus passe de  $(6+1)/22 = 32\%$  à  $(3+1)/15 = 27\%$ .

<sup>10</sup> Je recommande à ce propos son excellent article, « Les deux périodes clés du pouvoir et des innovations à l'INA Paris-Grignon », Pour, 2009/1 (N° 200), p. 31-45. (<https://www.cairn.info/revue-pour-2009-1-page-31.htm>).